

LFI 04 – 17 janvier 2022

Les scandales des JO 2030 !

Scandale écologique : des jeux prétendument verts et respectueux des habitant·es.

Les Jeux d'hiver : construction de nouveaux équipements (patinoires, villages olympiques) et rénovations coûteuses d'infrastructures dont l'utilité est limitée (piste de bobsleigh, tremplins...), recours massif à l'enneigement artificiel imposé par les fédérations internationales, et ce, malgré des températures en hausse dans tous les massifs... Les JOP 2030 sont en contradiction flagrante avec l'accord de Paris, la loi Climat et son objectif de zéro artificialisation nette...

Les Alpes souffrent déjà : manque de neige, modèle économique des stations fragilisé, tourisme de masse qui impacte habitant·es et milieux, immobilier touristique galopant rendant le logement inaccessible dans les vallées alpines. Plutôt que d'accompagner la transition, ces Jeux figent les territoires de montagne dans un modèle à bout de souffle.

Scandale financier : le budget continue de grimper.

Le budget atteint aujourd'hui plus de 2,1 Milliards d'euros, comme indiqué dans [cet article du Monde](#) ! Laurent Wauquiez et Renaud Muselier, seuls, ont engagé l'état dans une gabegie financière en contractant avec le CIO selon ses exigences. Ce projet coûtera au minimum plus de 2 milliards d'euros d'argent public dans un contexte de coupes budgétaires inédites.

[Démission au sein du COJOP](#), désengagements d'élu·es locaux et prévisions budgétaires alarmantes, dont le coût financier va retomber sur les collectivités territoriales y compris les villes et communautés de communes, souvent sans même qu'elles le sachent.

Scandale démocratique : une décision inédite !

Le Comité d'Aarhus, chargé de vérifier que les États signataires respectent bien les droits des citoyen·nes à être informé·es et à participer au processus décisionnel pour les projets impactant l'environnement a [jugé le recours](#) porté par la société civile et des parlementaires français·es, recevable : l'État français a jusqu'à fin avril 2026 pour démontrer qu'il a mis en œuvre une mesure d'information et de participation du public conforme aux exigences de la convention d'Aarhus, c'est-à-dire, portant sur l'ensemble du projet JOP 2030, et laissant la possibilité de ne pas accueillir les Jeux.

La démocratie ça existe et la nécessaire consultation des populations également !

Alors, qu'en pensent MM. Wauquiez et Muselier ainsi que leur porte-serviette local, l'actuel maire de Manosque, qui, dans la presse locale, transformaient cette gabegie financière, écologique en « une opportunité fantastique pour la région Sud » ?

Les citoyennes et citoyens n'ont pas à payer les ambitions personnelles de MM. Wauquiez, Muselier et autres, au détriment des finances publiques, des moyens pour le sport populaire et des services publics !